



COMMISSION LOGEMENT ET CADRE DE VIE

n°8-9 août-sept 25

La Lettre



Un quart des ménages vit dans un logement en sous-occupation très accentuée

La sous-occupation des logements touche principalement des maisons individuelles habitées par des propriétaires âgés. Ce phénomène, plus marqué dans certaines régions comme la Bretagne, augmente avec le vieillissement de la population. La plupart des habitants concernés sont satisfaits de leur logement et peu souhaitent déménager, même si leur logement est devenu trop grand.

[Enquête parue dans Insee Première n° 206.](#)

→ La CFDT Retraités revendique au minimum une réflexion sur cette problématique afin de permettre à toutes et tous d'avoir un logement adapté à la taille du ménage.

Logement social : un remède à la ségrégation ou un révélateur ?

Le logement social, bien qu'ayant pour objectif la mixité, reste marqué par une forte ségrégation sociale en France. Une étude de l'Institut des politiques publiques (IPP) portant sur la mixité résidentielle et le logement social montre que les habitants sont souvent séparés selon leur niveau de vie. Le rapport recommande de mieux répartir les logements sociaux sur le territoire et de favoriser la mixité au sein du parc social pour réduire ces inégalités.

[Mixité résidentielle et logement social : rapport IPP n° 57.](#)

→ La CFDT Retraités revendique la fin de la ghettoïsation des populations pour le logement social comme pour les autres quartiers.

L'absence de revalorisation des prestations sociales et leur impact sur les CCAS/CIAS

Cela entraînera, en 2026, le gel automatique des prestations sociales telles que le RSA, l'AAH, les allocations familiales et les aides au logement, malgré une inflation prévue de 1,4 %. Dans un contexte de pauvreté inédite – 15,4 % de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté selon l'Insee – ces mesures auront des conséquences sur l'action sociale de proximité : hébergement d'urgence, précarité énergétique, aide alimentaire, maintien à domicile, santé mentale, etc. Les CCAS et CIAS sont déjà à la limite de leurs capacités.

→ La CFDT Retraités alerte sur les difficultés existantes et à venir dans la gestion des CCAS/CIAS.

Logements « bouillottes » : la précarité énergétique d'été touche de plus en plus de monde en France

En 2024, 42 % des Français ont souffert de la chaleur chez eux, et 35 % des logements sont qualifiés de « bouillottes ». Malgré les rénovations, certains logements restent inconfortables en été, même avec un bon DPE. Seulement 60 % des foyers disposent de protections solaires efficaces. La fondation pour le logement des défavorisés estime qu'il faudrait 1,1 milliard d'euros par an entre 2025 et 2040 pour équiper tous les logements de volets et de brasseurs d'air.

L'enquête « Chaud dedans ! L'urgence d'adapter les logements bouillottes aux canicules » [sur le site de la Fondation pour le logement des défavorisés de juin 2025.](#)

25 juin : le premier plan territorialisé de relance de la production de logements en Île-de-France

Le plan vise à adapter l'habitat aux besoins spécifiques, en priorité pour les jeunes actifs, étudiants et personnes en grande précarité, grâce à la stratégie Logement d'abord. Il encourage aussi la rénovation énergétique et la lutte contre la vacance des logements pour faciliter les parcours résidentiels.

Le plan territorialisé [sur le site du préfet de la région d'Île-de-France.](#)

→ La CFDT Retraités souhaite que ce plan puisse aussi concerner les retraités modestes.

Le nouveau programme CEE « Adapt Bâti Confort » est lancé

Le programme « Adapt Bâti Confort » est entré en vigueur le 8 août. Il vise à développer les connaissances et la diffusion des meilleures pratiques et solutions de rafraîchissement des bâtiments. Il pourra soutenir jusqu'à 9 millions d'euros de projets jusqu'au 31 décembre 2029, et sera porté par l'Ademe, avec le Centre d'études et d'expertise pour les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) et le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). Il comporte trois axes : adapter des bâtiments existants, former des collectivités et acteurs du secteur, suivre et évaluer les projets.

Le programme « Adapt Bâti Confort » [sur le site du ministère de l'Économie](#).

→ La CFDT Retraités revendique le droit pour toutes et tous de vivre dans un logement décent quelle que soit la température extérieure. La situation particulière des personnes âgées doit être prise en compte.

MaPrimeRénov' : le gouvernement restreint les conditions en prévision de la réouverture des guichets le 30 septembre

Les ménages très modestes et modestes seront prioritaires. Selon le ministère du Logement, seuls 13 000 nouveaux dossiers pourront être enregistrés entre octobre et décembre, avec une surveillance territoire par territoire. Les conditions d'accompagnement sont aussi revues à la baisse. Les taux d'aides et d'avance resteront adaptés en fonction des revenus des propriétaires.

Les rénovations d'ampleur seront moins aidées et cela va pénaliser les plus modestes qui vivent dans des « passoires thermiques ». Les dispositifs relatifs aux monogestes et aux copropriétés, qui n'ont pas été concernés par l'arrêt brutal estival, resteront ouverts et ne changeront pas de règle jusqu'à la fin de l'année. L'abaissement du montant des factures éligibles risque de décourager des propriétaires.

→ La CFDT Retraités sera vigilante lors de la présentation du projet de loi de finances (PLF) 2026.

Le comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale appelle à prolonger le programme Action cœur de ville au-delà de 2026

Lancé en 2018, le programme bénéficie aujourd'hui à 243 villes moyennes. Les rapporteurs appellent à une « réflexion sur la place des villes moyennes dans leur environnement régional ». Ils incitent les intercommunalités qui ne l'ont pas fait à se doter d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) « pour éviter les problèmes d'étalement urbain et l'artificialisation des sols » et mieux articuler les axes commerce et mobilité pour renforcer l'attractivité des centres (stationnement, transports en commun, mobilités douces, etc.).

Le rapport sur l'évaluation du programme Action cœur de ville [sur le site de l'Assemblée nationale](#).

→ La CFDT Retraités souhaite que plus de villes moyennes puissent intégrer ce programme en 2026.

Transition écologique et aménagement du territoire dans votre commune : un nouveau portail d'informations

Habitat, transport, eau, énergie, climat, pollution, participation citoyenne, etc. : vous recherchez des données produites par l'État dans ces différents domaines ?

Un nouveau portail centralise désormais les informations relatives à l'aménagement du territoire et à la transition écologique près de chez vous.

Sur le site : [Accueil - Vos Questions Aménagement du territoire & Transition écologique](#).

Vos Questions
Aménagement du territoire & Transition écologique



Retrouvez les informations relatives à l'aménagement du territoire et la transition écologique sur votre commune